



LA FAO EN CENTRAFRIQUE



Mot de l'Editeur

En droite ligne avec sa vision de servir les pays membres, la FAO entre dans l'ère des cadres de programmation pays établis de concert avec les autorités de chaque pays membre. La RCA, porte flambeau dans la sous-région a signé ce cadre courant ce bimestre, riche en événements dont le tri pour vous informer n'a pas été facile. Il n'a pas non plus été très aisé pour l'équipe qui a travaillé dans l'élaboration du CPF d'extraire des multiples priorités d'un pays fragile encore sous l'emprise de menaces et de foyers de tensions armées, huit priorités à adresser dans les cinq prochaines années dans les domaines cruciaux des missions de la FAO adressant des éléments de survie de la population comme l'Alimentation.

Le financement des programmes et actions de ces priorités en plus du soutien de départ de la FAO relève d'une vaste coopération avec les "amis" et "partenaires" de la RCA à travers, notamment le **financement des programmes cohérents arrêtés dans le PNIASA**. Toujours fidèle à son engagement vers l'essentiel, la RCA devance ses pairs de la sous-région dans le processus du PDDAA, aboutissant au PNIASA dont la revue technique par le NEPAD est programmé courant mai 2012.

De Rome à Bangui en passant par Accra et Libreville nous présentons à votre lecture des événements déroulés Durant ces mois de mars et Avril dans l'esprit de vous informer de la démarche de la FAO en RCA mais surtout des effets et résultats escomptés ou acquis au niveau des bénéficiaires qui demeurent notre seul souci.

In line with its vision to serve properly the member countries, FAO has entered the era of country programming frameworks developed in consultation with each member country Government. The CAR, leader in this matter within the sub region has already signed the current frame. During these two months, full of events occurred that were not easy to sort out for your information. Same than the duty of the team that worked on the development of the CPF, who faced real difficulties to extract from tremendous priorities that characterize a fragile country as RCA still under the influence of threats and armed hotbed of tension, eight main priorities to be addressed in the next five years in the crucial areas of FAO missions. Funding for programs and actions of these priorities in addition to initial support from FAO is part of a vast cooperation with the "Friends" and "partners" of the CAR, through funding consistent programs in PNIASA in particular. Always faithful to its commitment to the essentials, the CAR is ahead of its peers in the sub region in the PDDAA process, leading to PNIASA whose technical review by NEPAD is scheduled during May 2012.

From Rome to Bangui via Accra and Libreville we present to your reading some events held during the months of March and April in view to inform you of the approach of the FAO in CAR, but above all, of the effects and expected outcomes or learned experience at the level of beneficiaries who remain our only concern.

UN PARTENARIAT GLOBAL POUR LES SOLS

Instauré depuis septembre 2011, pour alimenter le lien entre la sécurité alimentaire et la santé des sols et des écosystèmes, le Partenariat Global pour les Sols a tenu une session riche d'échanges sur son quatrième pilier, du 20 au 23 mars 2012 à Rome. L'occasion pour les spécialistes en la matière de revoir l'état des connaissances sur l'information disponible sur les sols au niveau global et régional, d'échanger sur leur réflexion dans la mise en œuvre d'un système cohérent d'expression des connaissances pour la facilitation de leur lecture compréhensible et de leur utilisation dans la considération du sol porteur de l'alimentation du monde et des régions déshéritées.

Les besoins croissants en alimentations dans le monde interpellent les spécialistes du sol dans toutes les parties de la planète afin que les ressources disponibles arrivent à satisfaire les besoins.

Dans les parties du monde les moins développées et souffrant de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, beaucoup reste à faire dans la maîtrise des ressources en terres et en eau, en terme d'utilisation des techniques nouvelles pour une réappréciation des richesses disponibles et des modes adéquats de leur utilisation.

Par sa participation aux échanges de cette assemblée, la Représentante a porté l'impérative question de la réévaluation des ressources en terres arables du continent dans sa partie subsaharienne pour une meilleure planification des programmes de développement et un meilleur aménagement des territoires. Pour ce faire elle a exposé les résultats de ses travaux au Sénégal.

Page.....1	Editorial
Page.....2	BIENTÔT DES VITRO PLANTS DE MANIOC EN CENTRAFRIQUE GRACE AU PROJET OSRO/RAF/912/EC
Page.....3	REUNION BILAN DU PROJET JPN: DU RETARD A RAT-TRAPPER
Page.....4	LA SCAD : VENTE GROUPEE DES GRAINES D'ESSESSANG
Page.....5	BOUAR : JOURNEE MONDIALE DE L'EAU EDITION 2012
Page.....6	L'Australie : NOUVEAU PARTENAIRE FINANCIER POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Page.....7	SIGBATURE DU CPF 2012-2016 AU MINISTRE DU PLAN A BANGUI: UN NOUVEL ELAN POUR L'AGRICULTURE CENTRAFRICAINE
Page.....8	LE CHAMP ECOLE PAYSAN, UNE APPROCHE POUR UN REEL DEVELOPPEMENT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Page.....9	VERS UN PARTENARIAT ENTRE LA FAO ET LE HAUT COMMISSARIAT A LA PRIMATURE CHARGE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REGIONALISATION
Page.....10	LIBREVILLE: SEPTIEME REUNION SOUS-REGIONALE DE LA FAO : VERS UNE SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE CENTRALE.

BIENTÔT DES VITRO PLANTS DE MANIOC EN CENTRAFRIQUE GRACE AU PROJET OSRO/RAF/912/EC



PLANTS REPIQUES D'UNE SEMAINE (photo 1)

L'introduction des vitro plants en complément de la diffusion de quatre variétés résistantes à la mosaïque et à la striure brune dans la production du manioc en République Centrafricaine est l'œuvre du projet OSRO/RAF/912/EC, intitulé: » Initiative Régionale de lutte Contre les Maladies du Manioc » visant à améliorer le rendement tant affecté par ces maladies virales.

Les feuilles de manioc touchées par la mosaïque africaine du manioc ont une surface irrégulière, couverte de taches jaunâtres, elles sont recroquevillées. A la surface inférieure on trouve des mouches blanches qui sont les vecteurs de la maladie. Elle joue sur le rendement en ce sens que la surface foliaire est réduite entraînant ainsi la réduction de la photosynthèse, affectant la formation des tubercules (tant que la surface n'est pas entièrement verte, la photosynthèse est réduite). Elle cause actuellement beaucoup de dégâts dans les zones de production en République Centrafricaine.

La striure brune quant à elle, est caractérisée par des taches noires ou brunâtres avec de mauvaises odeurs. Elle entraîne la pourriture des tubercules. Elle est signalée à petite échelle dans les préfectures de la Lobaye et de l'Ombella-Mpoko frontalières de la République Démocratique du Congo où elle sévit ainsi qu'au Burundi et en Tanzanie. L'utilisation des variétés résistantes est l'un des moyens le plus efficace et le plus approprié pour arrêter la progression de ces maladies.

Les vitro plants sont obtenus à partir de la multiplication méristématique (différenciation cellulaire à partir du méristème). Le méristème est une zone de croissance où il y a de fortes activités cellulaires ne permettant pas aux virus de s'y intégrer d'une part, et d'autre part les mécanisme de culture in vitro se font dans un milieu stérilisé et contrôlé, ce qui permet d'obtenir des vitro plants sains de haute qualité.



PLANTS REPIQUES D'UN MOIS (photo 2)



PLANTS REPIQUES DE DEUX SEMAINES (photo 3)

En complément des variétés actuelles en multiplication végétative et diffusion, la FAO, pour lutter contre l'insécurité alimentaire en République Centrafricaine, a fait former un de ses consultants à l'Institut de Recherche Agronomique de Kakamega au Kenya sur la conduite des vitro plants. La mise en évidence des compétences de sa formation permettra à la FAO de diffuser après traitements techniques, les 5.000 vitro plants en provenance de l'IITA d'Ibadan au Nigeria et du Laboratoire des Sciences Biologiques et Agricoles pour le Développement (LASBAD) de l'Université de Bangui. Ces vitro plants, après leur conduite seront multipliés, testés sous différents facteurs écologiques (test d'adaptation et de rendement avancé) avant d'être diffusés en milieu producteur. Un espoir à court ou moyen terme qui permettra aux producteurs de manioc d'avoir des variétés résistantes à haut rendement susceptibles d'augmenter leur production, les revenus agricoles et la couverture alimentaire de leur ménage respectif.



REUNION BILAN DU PROJET JPN: DU RETARD A RATTRAPPER



LE MINISTRE DE LA JPN CHARGE DU DDR
XAVIER SYLVESTRE YANGONGO ET MADAME LA REPRESENTANTE DE LA FAO A L'OUVERTURE DE LA REUNION (photo 4)

Le ministre délégué à la présidence de la République chargé du DDR et de la Jeunesse Pionnière Nationale, JPN, le Général Xavier Sylvestre YANGONGO a présidé le 9 mars dernier la réunion bilan à mi-parcours du projet PBF/CAF/002 intitulé « Appui à l'insertion de la Jeunesse Pionnière Nationale (JPN) dans les zones d'accueil et à l'efficacité du centre d'apprentissage et de réinsertion économique de Bossembélé »

La Représentante Résidente de la FAO, Rokhaya Daba FALL, entourée de messieurs Marc ABDALA, Coordonnateur des Urgences et Etienne NGOUNIO-GABIA, Chargé de Programme était présente à cette rencontre qui a pour but de cibler les actions prioritaires pouvant permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre du projet. C'est ce qui a fait dire au membre du gouvernement dans son mot de bienvenue que « cet exercice cadre bien avec les attentes du projet qui prévoit l'organisation périodique d'une réunion bilan à mi-parcours ». Succédant à monsieur YANGONGO, madame FALL a formulé les vœux de réussite aux travaux dudit atelier.

L'occasion a été donnée aux participants de suivre des présentations sur l'état d'avancement des activités, les dépenses engagées et le réajustement budgétaire ainsi que le Plan de Travail Annuel, le tout suivi d'échanges.

Il ressort de tout ce qui précède que, lancées depuis le 10 décembre 2011, les activités du projet qui devaient arriver à leur terme à la fin du mois de mars 2012, nécessitent un report pour la fin du mois de juin 2012 compte tenu du retard accusé dans l'exécution de certaines d'entre elles. Les activités réalisées sont deux ateliers de formation à l'endroit de 15 formateurs et 238 pionniers sur 268. Dans ce volet, des manuels sur le civisme, la production de caprins, de porcins, de cultures vivrières et maraîchères ont été revus et produits pour favoriser la formation théorique en salle suivie de la formation pratique. Les capacités du centre de formation de Bossembélé ont été renforcées par l'achat d'un véhicule 4x4 et la construction d'une bergerie, ce qui a permis aux cadres et aux formateurs d'atteindre les objectifs qui leur ont été assignés. Enfin, des kits d'insertion constitués de matériaux de construction et d'animaux ont été distribués aux pionniers à l'issue de la formation au cours d'une cérémonie présidée par le Ministre en charge du DDR et de la JPN en présence de la Représentante de la FAO au centre de Bossembélé. A noter que cette distribution se poursuit encore aujourd'hui compte tenu du retard enregistré dans la construction des bergeries par les pionniers bénéficiaires.

Financé à hauteur de 292.500.000 F. CFA, par le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) et dont la gestion est confiée à la FAO, le projet dépensé que 44% du montant alloué au 20 janvier 2012, soit 128.937.600 F. CFA, alors qu'il y a encore des domaines préoccupants tels que la construction d'un forage, la charge du personnel et des opérations pour la période additionnelle. Ces domaines ont fait l'objet du nouveau chronogramme des activités.

Dans le but de rattraper le retard enregistré, les participants ont recommandé entre autres mesures, l'implication effective des membres du comité de suivi aux différentes missions de suivi et évaluation, la pérennisation du projet compte tenu de l'engouement suscité, la recherche de nouveaux partenaires potentiels capables de proposer un coût moins disant pour le forage, le renforcement du civisme par l'implication du dialogue social et la mise en place d'un mécanisme d'exécution du projet dans le délai restant.



VUE DE LA SALLE DE REUNION (photo 5)

LA SCAD : VENTE GROUPEE DES GRAINES D'ESSESSANG



GRAINES D'ESSESSANG (photo 6)

La cour de l'école primaire de la SCAD, commune de Bale-Loko dans la sous-préfecture de Mbaïki a servi de cadre le 6 avril dernier à la cérémonie de lancement officiel de la vente groupée des graines d'essessang appelées MBOBOKO en Issongo ou NZOKO en Ngbaka, (langues parlées dans la préfecture de la Lobaye), dans le cadre du projet intitulé « Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion durable des produits forestiers non ligneux ». Près de 400 kilogrammes de graines ont été présentés à cette occasion par les producteurs venus de BATALIMO' MBATA, BOUCHIA et BALE-LOKO. Présidée par le directeur de cabinet du ministre des Eaux et Forêts, Rubens NAMBAI, la cérémonie a donné l'occasion au Président de la Délégation Spéciale de la commune de Bale-Loko, Jean Firmin MATEKELETEGNADE, dans son mot de bienvenue, de louer le partenariat entre le gouvernement centrafricain et l'organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, qui a permis à la population de sa commune de découvrir deux choses qui sont : la

domestication du Gnetum et la consommation des graines d'essessang, riches en éléments nutritifs et également une source de revenus pour lutter contre la pauvreté.

En délivrant le message de la Représentante de la FAO, le Chargé de programme, Etienne NGOUNIO-GABIA, a déclaré que les graines d'essessang figurent désormais parmi les Produits Forestiers Non Ligneux, PFNL, de la République Centrafricaine et elles contribuent à la réalisation du droit à une alimentation équitable. La FAO est heureuse de prendre part à la mise en œuvre de ce projet et à la promotion de ce produit pour lequel elle a mobilisé l'expertise nécessaire. Il exprimé les remerciements de la FAO au gouvernement allemand pour la confiance renouvelée à l'endroit de l'Organisation dans la mise en œuvre de ce projet sous-régional sur le renforcement de la sécurité alimentaire à travers la gestion durable PFNL. Il a réaffirmé la volonté de la FAO à poursuivre son assistance à la République Centrafricaine conformément à son mandat dans la lutte contre la faim, la malnutrition et la gestion des ressources naturelles.

Dans son intervention, directeur de cabinet du ministre des Eaux et Forêts, Rubens NAMBAÏ, a dégagé l'importance des PFNL dans le cadre de la réduction de la pauvreté et de l'assurance d'une sécurité alimentaire, car environ 72% de la population centrafricaine en dépendent totalement ou partiellement. Il a reconnu l'appui continu de la FAO au gouvernement centrafricain dans sa politique de gestion durable des ressources en PFNL à travers diverses activités telles que la domestication du Gnetum, l'analyse et le développement des marchés et les techniques de consommation des graines d'essessang, lesquelles activités s'inscrivent parfaitement dans la vision du gouvernement relative à la mise en œuvre du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté de deuxième génération, le DSRP 2.

Pour monsieur NAMBAÏ, la vente groupée des graines d'essessang est le fruit d'une technologie appropriée qui répond aux préoccupations de l'heure en République Centrafricaine en proie au problème de diversification de consommation des PFNL. C'est également une opportunité pour informer, communiquer et transmettre à la population les potentiels en PFNL, en l'occurrence la valorisation d'essessang sur toute la région de la Lobaye et les forêts du sud-est de la République Centrafricaine. Il a conclu en rendant hommage à la FAO pour les résultats obtenus tout en lui demandant de poursuivre les mêmes activités dans les autres régions forestières du pays.

Précisons que le projet de renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion durable des PFNL intervient dans trois pays de la sous-région qui sont le Gabon, le Congo et la République Centrafricaine. Financé par le gouvernement allemand pour une période de trois ans, le projet a démarré ses activités en République Centrafricaine en avril 2010 après son lancement officiel à Brazzaville. Il contribue au renforcement de la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la gestion durable des forêts d'Afrique Centrale par le biais de la valorisation des PFNL par la population locale. Cette mise en œuvre communautaire basée sur la gestion participative se fait par les groupes les plus vulnérables grâce à la réalisation des principes du droit à l'alimentation adéquate et au développement des petites et moyennes entreprises viables.



SCENE DE VENTE DE GRAINES D'ESSESSANG (photo 7)

BOUAR : JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU EDITION 2012



VISITE DE STANDS DE PRODUITS MARAÎCHERS (photo 8)

« L'eau et la sécurité alimentaire ». C'est autour de ce thème que la Journée Mondiale de l'Eau a été commémorée le 22 mars 2012 à Bouar dans la Nana-Mambéré, Organisée en partenariat par le ministère de l'Hydraulique, l'UNICEF et la FAO, cette journée a été célébrée sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, étant donné que l'agriculture est de loin l'activité humaine qui consomme le plus d'eau. Le but poursuivi est de mettre un accent particulier sur l'importance du rôle que joue l'eau dans la vie quotidienne de l'Homme et surtout de la planète terre.

Après le mot de bienvenue du président de la Délégation Spéciale de la ville de Bouar, la représentante résidente de l'UNICEF Tania CHAPUISAT a présenté le rapport 2012 du programme conjoint OMS-UNICEF pour le suivi de l'eau potable et de l'assainissement selon lequel l'accès à l'eau potable en République Centrafricaine est passé de 52% en 2006 à 30% en 2012. Ce manque d'eau

contribue à une malnutrition dans les communautés agricoles et les populations les mieux nourries sont celles qui ont un meilleur accès à l'eau. Les questions relatives à l'eau dans la production alimentaire sont fondamentales et doivent être inscrites dans les priorités de l'Etat dans le but de faire face à la croissance de la population et assurer l'accès de tous à l'auto-suffisance alimentaire ainsi que la sécurité alimentaire a-t-elle précisé.

Pour le Représentant de l'OMS, docteur Zakaria MAIGA, assurant l'intérim de sa collègue de la FAO, les régions de la République Centrafricaine confrontées à la pénurie d'eau risquent la rupture progressive de leurs capacités de production sous les effets conjugués de la pression démographique et des pratiques agricoles non écologiquement viables.

Face au souci de la disponibilité en eau pour la réalisation des activités de production agricole, Docteur MAIGA a souligné la responsabilité de la Fao en commun accord avec les agences sœurs du Système des Nations Unies, les ONG, les Institutions publiques et privées à chercher à consolider les bases de la production alimentaire tombées en désuétude. Il a, en outre invité tous les partenaires de la FAO à saisir l'opportunité offerte par la Journée Mondiale de l'Eau pour s'investir résolument dans la mise à disposition des populations vulnérables des infrastructures sociocommunitaires adéquates et de promouvoir l'accès à l'eau pour tous et le développement rural, de renforcer la réglementation et assurer l'égalité entre les sexes. Il a conclu son intervention en ces termes : « l'eau et la sécurité alimentaire sont indissociables et des mesures doivent être prises pour leur préservation et leur utilisation rationnelle pour une agriculture soutenue et durable ».

Avant de procéder au lancement officiel des activités commémorant la Journée Mondiale de l'Eau, le ministre de l'Hydraulique, Léopold MBOLI -FATRANE a dit que par le choix du thème « l'eau et la sécurité alimentaire », les Nations Unies veulent montrer l'importance de l'eau dans la sécurité alimentaire dans un monde qui compte sept milliards d'habitants et dont le besoin journalier de chacun varie de 20 à 25 litres auxquels il faudra ajouter les quantités nécessaires pour diverses productions.

Face à cette situation de plus en plus préoccupante, le gouvernement centrafricain a été amené à lancer le processus d'élaboration du plan d'action nationale de gestion intégrée des ressources en eau en mettant l'accent sur le développement des cultures irriguées. A cet effet le membre du gouvernement a lancé un appel à tous les acteurs concernés à conjuguer d'avantage les efforts qu'ils mènent déjà en vue de renforcer la mise en valeur des ressources en eau afin d'accroître la productivité agricole.

A propos de la ville de Bouar confrontée depuis plusieurs années au problème d'alimentation en potable, il a annoncé qu'avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement, le gouvernement est en train de mettre en œuvre le projet d'alimentation en eau potable et d'assainissement des villes de Bouar, Berberati et Bossangoa dont les travaux de réalisation commenceront au mois de juillet 2012. Il a par ailleurs mentionné qu'avant cette date et sur instruction présidentielle, le centre SODECA de Bouar sera remis en fonction. Cette déclaration a suscité une vive approbation de l'assistance.

A noter que la cérémonie a été agrémentée de bout en bout par des groupes de danse folklorique et le groupe des comédiens du lycée moderne de Bouar.



Remise de kit de maraîchage à un des meilleurs groupements de Bouar par le ministre MBOLI FATRANE (photo 9)

L'AUSTRALIE : NOUVEAU PARTENAIRE FINANCIER POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



SIGNATURE DES DOCUMENTS PAR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL ET MADAME LA REPRESENTANTE DE LA FAO (photo 10)

La Représentante résidente de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'Alimentation, FAO, Rokhaya Daba FALL et le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Fidèle GOUANDJKA ont signé le 04 avril dernier deux conventions relatives à deux projets financés par l'Australie à hauteur d'un million de dollars américains.

Il s'agit d'une part du projet intitulé « l'amélioration des moyens de subsistance de 6200 familles en République Centrafricaine par l'aide à la culture de légumes et d'aliments de base et à la promotion d'un meilleur accès aux marchés » estimé à 825 486 dollars, et d'autre part de celui intitulé « Renforcement du cadre de classification de la sécurité alimentaire IPC (Integrated Food Security Classification) en République Centrafricaine » d'un montant de 213 814 dollars.

L'octroi de ces fonds par l'Australie est une réponse à la présentation du ministre de l'Agriculture sur la sécurité alimentaire en République Centrafricaine à la table-ronde de Bruxelles sur le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté de deuxième génération, le DSRP 2, du 16 au 17 juin 2011.

Le premier projet vise à améliorer les conditions de vie de près de 1600 familles et de les aider à faire une meilleure production avec des effets d'entraînement sur le niveau global du pays. Le second projet quant à lui concerne la prévention de l'insécurité alimentaire

afin que des mesures d'urgence soient menées au niveau des poches d'insécurité. Il consiste également à alerter l'ensemble des partenaires au développement sur les différentes régions du pays qui connaissent les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition.

Initialement prévus pour démarrer en novembre 2011 et s'achever en décembre 2012, ces projets seront exécutés par la FAO. L'occasion pour la Représentante, au nom du Directeur Général de la FAO, de remercier le gouvernement centrafricain d'avoir accepté que son Agence soit retenue pour l'exécution, ainsi que le nouveau partenaire financier qui est l'Australie, qu'elle aimerait voir intervenir dans d'autres domaines de la sécurité alimentaire.



ECHANGE DES DOCUMENTS (photo 11)



QUELQUES CADRES DU DEPARTEMENT PRESENTS A LA CEREMONIE (photo 12)



SIGBATURE DU CPF 2012-2016 AU MINISTERE DU PLAN A BANGUI: UN NOUVEL ELAN POUR L'AGRICULTURE CENTRAFRICAINE



VUE PARTIELLE DE LA SALLE (photo 13)

Placée sous l'égide du ministre d'Etat par intérim au Pan et à l'Economie, Abdou Karim MEKASSOUA, entouré pour la circonstance du ministre en charge de l'Agriculture et du Développement Rural, Fidèle GOUANDJIKA et de la Représentante de la FAO en Centrafrique, Rokhaya Daba FALL, cette signature intervient quelques jours après la validation du CPF au Complexe Sportif Barthélemy BOGANDA à Bangui.

Dans son mot introductif, madame la Représentante de la FAO Rokhaya Daba FALL a exprimé sa satisfaction pour l'aboutissement à ce cadre de programmation pays après un long processus. Elle a précisé que ce cadre découle de la vision nouvelle de la FAO basée sur la décentralisation et qui met le pays au centre de son action, ce qui donne désormais de plus en plus d'importance aux pays membres.

Le fait de partir du pays pour remonter les actions au niveau central permet de prendre en compte l'ensemble des priorités des pays membres. Elle n'a pas manqué de saluer la mobilisation de l'ensemble des structures décentralisées de l'Etat centrafricain qui a permis à la FAO d'aider à confectionner ce cadre de partenariat sur la demande du gouvernement.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement du Monde Rural, Fidèle GOUANDJIKA n'a pas caché son optimisme quant au nouvel élan pris par l'agriculture en République Centrafricaine. Ce nouvel élan, selon lui, est soutenu par la FAO depuis la nomination de la Représentante par la signature du PDDAA, la validation du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA). L'aide de la FAO ne s'arrête pas là car avec la signature du nouveau cadre de partenariat qui répond bien aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, son Département agira de sorte que le peuple centrafricain ne souffre plus de faim grâce au concours de la FAO et des partenaires au développement.

Avant de procéder à la signature du document, le ministre d'Etat intérimaire au Plan et à l'Economie, Abdou Karim MEKASSOUA a loué le dynamisme, l'intelligence et la perspicacité que déploie la Représentante de la FAO pour essayer de répondre aux différentes requêtes que le ministre de l'Agriculture présente à l'Organisation. La signature de ce cadre de partenariat entre la FAO et la République Centrafricaine pour la période de 2012 à 2016 est un premier élan, a-t-il ajouté. Monsieur MEKASSOUA a invité tout un chacun à œuvrer pour que la faim recule pour que l'agriculture



LA REPRESENTANTE DE LA FAO (G) ET LE MINISTRE D'ETAT MEKASSOUA (D) APRES ECHANGE DES DOCUMENTS (photo 14)



DE GAUCHE A DROITE: A.K. MEKASSOUA, R.D. FALL ET F. GOUANDJIKA (photo 15)

LE CHAMP ECOLE PAYSAN, UNE APPROCHE POUR UN REEL DEVELOPPEMENT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



GROUPES DE TRAVAIL (photo 16)

Tenu à Bangui du 18 au 19 avril dernier, l'atelier de formation et de sensibilisation sur l'approche Champ Ecole Paysan organisé par les Experts de la FAO Centrafrique avec l'appui technique du Bureau régional de Nairobi, a réuni plus de 54 participants, représentant des Ministères de l'Agriculture et du Développement Rural, de l'Elevage, des Affaires Sociales, de la Santé, des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche, de l'Environnement, ainsi que ceux des Agences du Système des Nations Unies, des ONGs tant Internationales que Nationales.

Les points marquant de l'atelier ont été entre autres, la présentation du système de vulgarisation antérieur par monsieur BISSI-YANDIA suivi d'un long débat, la présentation de l'approche Champ Ecole Paysan par les Maîtres Formateurs Carine DANGBO de l'ACDA et Fernand MBOU-TOU de la FAO suivie de débats et la restitution des exercices par les groupes de travail sur :

- Les obstacles dans la mise en œuvre des FFS en RCA
- Les opportunités et points d'entrée pour introduire et commencer FFS en RCA
- Les synergies ou contradiction entre FFS et les cadres politiques de Vulgarisation Agricoles en RCA ?
- Les premières actions à proposer pour utiliser FFS en RCA?
- Les autres approches de vulgarisation qui ont montré des résultats en RCA, les notions de base de l'approche, quel acteur, dans quelles régions et dans quelles cultures/élevage, et la différence avec l'approche Champ Ecole Paysan.



PHASE D'APPRENTISSAGE : ECOLE (photo 17)



PHASE D'ANALYSE ET DE DISCUSSION (photo 18)



PHASE D'OBSERVATION (photo 19)

Le champ école paysan est une école sans murs, où les agriculteurs et les éleveurs apprennent par observation, par action et par expérimentation dans leur champ. Ce faisant, les agriculteurs améliorent leurs compétences en gestion et deviennent des experts dans leurs exploitations. C'est une école pratique d'agriculture et de vie qui s'adresse aussi bien aux jeunes qui ont entre 12 à 18 ans (JFFLS), tout comme aux adultes (FFLS), en vue de les aider à s'autonomiser, à améliorer leurs compétences et leur sécurité alimentaire à long terme et à cultiver l'estime de soi.



TRAVAUX PRATIQUES EN AGRICULTURE (photo 20)

En résumé, le Champ Ecole Paysan, traite la question de la sécurité alimentaire et de la malnutrition qui ressortent comme les principaux vecteurs de diffusion du VIH, du capital humain, de la cohésion et de la réconciliation sociale, les questions environnementales, les questions de genre (émanciper les femmes sans réprimer les hommes), et autres thématiques.



TRAVAUX PRATIQUES EN ELEVAGE (photo 21)



RESTITUTION EN PLENIERE (photo 22)

VERS UN PARTENARIAT ENTRE LA FAO ET LE HAUT COMMISSARIAT A LA PRIMATURE CHARGE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REGIONALISATION



VUE DE L'ENTRETIEN (photo 23)

Le 10 avril dernier, le Haut commissaire à la primature chargé de la Décentralisation et de la Régionalisation Georges PETRO-KONI-ZEZE a été l'hôte de madame la Représentante de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, FAO, Rokhaya Daba FALL en présence du Chargé de programme, Etienne NGOUNIO-GABIA. La création d'un cadre de partenariat avec la FAO a été au centre de cette rencontre à l'issue de laquelle monsieur PETRO-KONI-ZEZE a bien voulu répondre aux questions de la cellule de communication, Info-COM.

InfoCOM : Monsieur PETRO-KONI-ZEZE, vous venez de vous entretenir avec madame la Représentante, quel a été l'objet de cette rencontre ?

Georges PETRO-KONI-ZEZE (GPKZ) : L'objet de cette rencontre c'est d'explorer les possibilités, les opportunités de partenariat entre d'une part, la FAO, et d'autre part, le Haut Commissariat à la Primature chargé de la Décentralisation et de la Régionalisation.

InfoCOM : Dans quel domaine exactement voulez-vous collaborer avec la FAO ?

GPKZ : Vous savez que notre pays est un pays pauvre, on ne cessera jamais de le dire, et les pauvres se retrouvent en très forte concentration en milieu rural, mais en milieu urbain aussi. La FAO s'occupe des problèmes de production agricole, de l'alimentation et autres. Mais il ne suffit pas de produire des biens, mais il faut organiser les populations autour d'un projet de telle sorte à réduire leur vulnérabilité, de les protéger de l'insécurité alimentaire, et, avec madame la Représentante, nous avons discuté du rôle des collectivités locales dans ce domaine parce que les collectivités locales jouent un rôle moteur. Pour eux, que ce soit les élus locaux, que les collectivités soient elles-mêmes organisées, formées et engagées parce que le rôle moteur c'est quoi ? C'est la planification des activités, c'est la gestion des projets, c'est la mise en cohérence des institutions locales par exemple. Le rôle moteur des collectivités qui sont des entités englobantes, c'est de créer des environnements propices au développement local. Le rôle des collectivités également c'est d'être catalyseurs de manière transversale pour tous ceux qui interviennent en milieu rural. Je crois que c'est très important, et si les collectivités locales étaient mieux formées, je crois qu'elles aideraient à lutter contre l'insécurité alimentaire en apportant la protection sociale voulue en créant un environnement propice au développement économique local. Et ce partenariat, si on arrivait à le conclure, permettrait d'abord sur un premier axe, d'assurer une bonne gouvernance au niveau local par une participation, une bonne implication des populations dans les débats qui concernent la gestion de la chose publique, par une plus grande information des populations concernant les affaires de la cité et ce qui ferait respecter les principes de la bonne gouvernance qui sont l'efficacité, l'efficience, la transparence, l'équité, la reddition des comptes au niveau des gestionnaires parce que si les gestionnaires gèrent, il faudrait qu'ils sachent qu'ils doivent rendre compte aux populations, et tout ça concourt plus ou moins à la maîtrise des destinées sociopolitiques, économiques et culturelles des populations, ça réduit leur vulnérabilité. Vous voyez, si les populations se sentent concernées et impliquées dans la gestion des affaires, je pense qu'elles seront mieux préparées à se défendre par rapport aux chocs et pourront s'organiser mieux que cela. Vaut mieux préparer les populations à s'organiser que de leur apporter de quoi à manger parce que quand elles auront fini de manger elles ne pourront plus s'organiser pour produire, elles ne pourront même pas défendre leurs intérêts, elles ne pourront même pas s'organiser pour trouver des meilleurs marchés et mieux vendre. Vous voyez, tout ça je crois que ça concourt à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté.

InfoCOM : Comment madame la Représentante a-t-elle accueilli votre démarche ?

GPKZ : Vous savez, c'est une femme d'action, elle est suffisamment ouverte, je n'ai pas manqué de lui dire mes encouragements lorsque nous nous sommes rencontrés parce qu'elle est partout sur tout le territoire national. Je crois qu'elle est préoccupée par les problèmes de développement local, donc elle a bien apprécié ma démarche.

InfoCOM : Quand pourrions-nous voir la concrétisation de ce partenariat ?

GPKZ : Madame la Représentante a été très pragmatique. Elle a dit qu'on réunisse rapidement un cadre de concertation pour arriver d'abord à un protocole d'accord au moins pour commencer par des choses concrètes avant d'envisager autre chose. Je crois qu'elle a reçu l'information, la visite avec beaucoup de ferveur et de disponibilité.

InfoCOM : Je vous remercie monsieur le Ministre.

GPKZ : C'est moi qui vous remercie.



M. GEORGES PETRO-KONI-ZEZE (photo 24)



LIBREVILLE: SEPTIEME REUNION SOUS-REGIONALE DE LA FAO : VERS UNE SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE CENTRALE.

La capitale gabonaise a abrité du 12 au 16 mars 2012 les travaux de la septième réunion « L'Agriculture, FAO, pour l'Afrique Centrale, autour du thème : « Ensemble pour l'autosuffisance alimentaire ». Outre les experts de la FAO, cette rencontre a regroupé les représentants des ministères en charge de l'agriculture des pays de l'Afrique Centrale, ceux de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), ceux de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ainsi que ceux des Organisations Non Gouvernementales.

Cette réunion a permis à la représentante régionale pour l'Afrique Maria Helena SEMEDO d'échanger avec ses collègues sur les idées, préoccupations et défis d'une part, et de recueillir d'autre part leurs avis sur la manière dont les activités de la FAO sont menées sur le terrain en vue de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire dans les pays membres et de trouver des solutions durables aux principaux problèmes.



PHOTO DE FAMILLE (photo 25)

EQUIPE DE REDACTION

Rokhaya Daba FALL
Jean Nestor BOBONGO
Etienne NGOUNIO-GABIA
Bruno BOKOTO DE SEMBOLI
Joseph MBOUKOULIDA
Fernand MBOUTOU

MAQUETTE ET MISE EN PAGE

Jean Nestor BOBONGO
ABDEL AZIZ MERIGA
Wilfried KOYAGBENGBITENE
Madeleine BIANZA

L'occasion pour débattre des priorités pour le développement de l'agriculture dans la sous-région à court et moyen terme, en mettant l'accent sur les actions à entreprendre pour relever les principaux défis liés à la promotion d'un environnement propice au développement de l'agriculture en général, et en particulier, accroître les investissements pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et augmenter la croissance. Etablir la cohérence entre les politiques sectorielles afin de rendre le secteur agricole plus attractif ; valoriser le potentiel agricole sans pour autant affecter la capacité des ressources naturelles, et fournir les biens et services indispensables au maintien de la productivité en Afrique Centrale.

Les participants ont recommandé lors de ces travaux aux experts des administrations des pays membres de restituer aux ministères en charge de l'agriculture et aux partenaires de la FAO, les conclusions desdits travaux sur les enjeux de la décentralisation et les propositions faites pour améliorer les performances des ministères ainsi que celles de l'Organisation en vue d'aboutir à un consensus pendant la prochaine conférence régionale ; de poursuivre la formulation du plan d'action stratégique de la Fao en Afrique Centrale et de développer un cadre logique de résultats conforme aux priorités à identifier avec les gouvernements dans le cadre de l'exercice pilote.

Page	Listing des photos	Photo
2	PLANTS REPIQUES D'UNE SEMAINE	1
	PLANTS REPIQUES D'UN MOIS	2
	PLANTS REPIQUES DE DEUX SEMAINES	3
3	A L'OUVERTURE DE LA REUNION SUR LE BILAN DU PROJET JPN	4
	VUE DE LA SALLE DE REUNION	5
4	GRAINES D'ESSESSANG	6
	SCENE DE VENTE DE GRAINES D'ESSESSANG	7
5	VISITE DE STANDS DE PRODUITS MARAICHERS	8
	Remise de kit de maraîchage	9
6	SIGNATURE DES DOCUMENTS	10
	ECHANGE DES DOCUMENTS	11
	QUELQUES CADRES DU DEPARTEMENT PRESENTS A LA CEREMONIE	12

7	VUE PARTIELLE DE LA SALLE	13
	APRES ECHANGE DES DOCUMENTS	14
	DE GAUCHE A DROITE: A.K. MEKASSOUA, R.D. FALL ET F. GOUANDJIKA	15
8	GROUPES DE TRAVAIL	16
	PHASE D'APPRENTISSAGE : ECOLE	17
	PHASE D' ANALYSE ET DE DISCUSSION	18
	PHASE D' OBSERVATION	19
	TRAVAUX PRATIQUES EN AGRICULTURE	20
	TRAVAUX PRATIQUES EN ELEVAGE	21
	RESTITUTION EN PLENIERE	22
9	VUE DE L'ENTRETIEN	23
	M. GEORGES PETRO-KONI-ZEZE	24
10	PHOTO DE FAMILLE	25